

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2015

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2015

Redaction

01/12/2015

Ce panorama, consacré aux dix premiers mois de l'année en cours (JO du 1er janvier au 1er novembre 2015) est marqué par une très nette reprise de l'inflation législative et réglementaire, dont le mouvement a été amorcé à l'été 2014. Il met fin à un effort de modération mesuré mais réel entre 2011 et 2013 (Gouvernements Fillon et Ayrault). Le choc de simplification annoncé en mars 2013 se traduit (ou se transforme ?) concrètement en un choc d'inflation normative.

Quelques données quantifiées, ainsi que la sélection des principaux textes parus au Journal officiel, permettent d'illustrer ce constat et sont l'occasion de rappeler l'essentiel des réformes intervenues en 2015.



1. Les chiffres. - Du 1er janvier au 1er novembre 2015, **20 398 textes** de toute nature (y compris avis, instructions, circulaires...textes généraux comme mesures nominatives) ont été publiés au *Journal officiel*, ce qui est sensiblement du même ordre que l'an passé (21 036). En revanche le nombre de lois et décrets numérotés poursuit sa hausse, s'élevant à 1 398, contre 976 et 1 295 sur la même période de 2013 et 2014.

2. La Rédaction Législation LexisNexis. - La sélection et le traitement qui sont réalisés sur ce flux normatif par *LexisNexis* permettent de donner une mesure de son impact.

Sur cette même période, près de 1 325 textes auront été sélectionnés et intégrés dans le fonds de législation consolidée de *LexisNexis* (*Codes et lois* en ligne : 88 Codes et plus de 46 000 textes non

codifiés). Ils auront conduit à apporter plus de 17 000 modifications à ce fonds contre « seulement » 12 000 à 15 000 sur la même période des années 2010 à 2014. Plus de deux ans après l'annonce du choc de simplification, on peut paradoxalement se demander si l'activité normative n'approchera pas à la fin de l'année en cours les records d'inflation législative et réglementaire des années 2004 à 2007 (Gouvernements Raffarin et Villepin).

3. Les textes - Plusieurs observations peuvent être faites pour tenter d'appréhender l'essentiel des réformes intervenues.

On notera préalablement une multiplication de textes à objet très particulier. Parmi bien d'autres, et pour s'en tenir aux seuls textes d'ordre législatif, on peut citer la loi n° 2015-294 du 17 mars 2015 visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire ou la loi n° 2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement ou encore l'ordonnance n° 2015-1241 du 7 octobre 2015 relative à la communication dématérialisée des décisions de minoration du solde de points affecté au permis de conduire.

On observera que sept domaines ou matières ont été particulièrement affectés par le regain d'activité normative de l'année : simplification du droit ; codification ; adaptation ou transposition du droit européen ; droit de l'outre-mer ; défense nationale et sécurité ; droit des étrangers et droit de la nationalité ; décentralisation et déconcentration. Dans ces sept domaines ou matières sont ainsi intervenus (parmi d'autres) les textes suivants :

a) Simplification du droit

- Délibération n° 2014/CA/11 du 27 novembre 2014 relative au règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée (JO du 10 février 2015, abrogeant une multitude d'arrêtés épars régissant la matière)

- Ordonnance n° 2015-82 du 29 janvier 2015 relative à la simplification et à la sécurisation des modalités d'application des règles en matière de temps partiel issues de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi

- Loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (et décret n° 2015-1355 du 26 octobre 2015)

- Décret n° 2015-282 du 11 mars 2015 relatif à la simplification de la procédure civile à la communication électronique et à la résolution amiable des différends

- Ordonnance n° 2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique

- Ordonnance n° 2015-459 du 23 avril 2015 simplifiant les obligations déclaratives des entreprises en matière de prélèvements sur les jeux

- Ordonnance n° 2015-507 du 7 mai 2015 relative à l'adaptation du secret professionnel dans les échanges d'informations entre autorités administratives et à la suppression de la production de pièces justificatives
- Décret n° 2015-545 du 18 mai 2015 pris pour application de l'ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés
- Ordonnance n° 2015-681 du 18 juin 2015 portant simplification des obligations déclaratives des entreprises en matière fiscale
- Ordonnance n° 2015-682 du 18 juin 2015 relative à la simplification des déclarations sociales des employeurs
- Décret n° 2015-701 du 19 juin 2015 simplifiant la délivrance des passeports
- Ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations
- Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux articles L. 721-2 et L. 721-3 du Code de la construction et de l'habitation
- Ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées
- Ordonnance n° 2015-1288 du 15 octobre 2015 portant simplification et modernisation du droit de la famille

b) Codification du droit

Outre l'abrogation du **Code des marchés publics** de 2006 par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et dans la perspective de sa recodification au **Code de la commande publique**, ont été réalisées les codifications suivantes :

- **Code général des impôts et Livre des procédures fiscales** (Décret n° 2015-608 et n° 2015-609 du 3 juin 2015 et arrêtés de même date y portant incorporation de divers textes)
- **livres VIII et IX du Code de l'éducation** (Décret n° 2015-652 du 10 juin 2015)
- **Code de déontologie** applicable à certaines personnes exerçant les activités de transaction et de gestion des immeubles et des fonds de commerce (Décret n° 2015-1090 du 28 août 2015)
- **livre Ier du Code de l'urbanisme** (Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015)
- **Code des relations entre le public et l'administration**(Ordonnance n° 2015-1341 et décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015)

c) Adaptation ou transposition du droit européen

- Loi n° 2015-195 du 20 février 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel
- Ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice
- Décret n° 2015-564 du 20 mai 2015 portant adaptation des dispositions du Code monétaire et financier au mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit
- Ordonnance n° 2015-558 du 21 mai 2015 relative aux succursales établies sur le territoire français d'établissements de crédit ayant leur siège social dans un État qui n'est pas membre de l'Union européenne ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen
- Ordonnance n° 2015-616 du 4 juin 2015 et ordonnances n° 2015-1245 à n° 2015-1248 du 7 octobre 2015 portant adaptation de divers domaines du Code rural au droit de l'Union européenne (recherche et à la constatation des infractions, professions réglementées, vigne, origine...)
- Décret n° 2015-903 du 23 juillet 2015 relatif aux obligations comptables des commerçants
- Loi n° 2015-993 du 17 août 2015 portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (et arrêté du 21 octobre 2015 pris pour son application)
- Ordonnance n° 2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière
- Ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation (et Décret n° 2015-1382 du 30 octobre 2015 pris pour son application)

d) Modification ou adaptation du droit de l'outre-mer

- Ordonnance n° 2015-24 et n° 2015-25 du 14 janvier 2015 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche
- Décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer
- Loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer (et Décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour son application)
- Ordonnance n° 2015-859 du 15 juillet 2015 relative aux missions, aux règles de fonctionnement et aux pouvoirs de l'ACPR et de l'AMF dans certaines collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie

- Loi organique n° 2015-987 du 5 août 2015 relative à la consultation sur l'accèsion de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté

- Loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer

- Décret n° 2015-1362 du 27 octobre 2015 rendant applicables dans le Pacifique diverses dispositions en matière bancaire

e) Défense nationale et sécurité

- Décret n° 2015-26 du 14 janvier 2015 relatif à l'interdiction de sortie du territoire des ressortissants français projetant de participer à des activités terroristes à l'étranger

- Décret n° 2015-81 du 29 janvier 2015 relatif à l'organisation territoriale de la défense

- Décret n° 2015-125 du 5 février 2015 et Décret n° 2015-253 du 4 mars 2015 relatifs au blocage et au déréférencement des sites provoquant à des actes de terrorisme ou en faisant l'apologie et des sites diffusant des images et représentations de mineurs à caractère pornographique

- Décret n° 2015-159 du 11 février 2015 portant diverses dispositions relatives à la défense nationale

- Décret n° 2015-211 du 25 février 2015 relatif à l'organisation du soutien de la défense et portant réforme du commandement organique territorial (et arrêté de même date pour son application)

- Décret n° 2015-351 du 27 mars 2015 relatif à la sécurité des systèmes d'information des opérateurs d'importance vitale et pris pour l'application du Code de la défense

- Décret n° 2015-383 du 3 avril 2015 relatif aux mesures de sûreté applicables aux entreprises de transport aérien desservant le territoire national au départ d'aérodromes étrangers, en cas de menace pour la sécurité nationale

- Décret n° 2015-508 du 7 mai 2015 relatif au service de sécurité nationale et au dispositif de réserve de sécurité nationale

- Loi n° 2015-588 du 2 juin 2015 relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires

- Décret n° 2015-648 du 10 juin 2015 relatif à l'accès au traitement d'antécédents judiciaires et au fichier des personnes recherchées

- Décret n° 2015-700 du 19 juin 2015 portant réforme de commandements de forces françaises à l'étranger

- Décret n° 2015-837 du 8 juillet 2015 portant réforme de la réglementation relative aux armes et matériels de guerre (et arrêté de même date pris pour son application)

- Décret n° 2015-869 du 15 juillet 2015 relatif aux bureaux enquêtes accidents défense

- Lois n° 2015-911 et n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relatives au renseignement (et Décret n° 2015-1185 du 28 septembre et décret n° 2015-1211 du 1er octobre 2015 pris pour leur application)

- Loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense

- Décret n° 2015-1029 du 19 août 2015 relatif à la direction de la protection des installations, moyens et activités de la défense

f) Droit des étrangers et droit de la nationalité

- Décret n° 2015-108 du 2 février 2015 relatif aux tests linguistiques mentionnés aux articles 14 et 37 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité français

- Ordonnance n° 2015-124 du 5 février 2015 relative aux conditions d'application outre-mer de l'interdiction administrative du territoire et de l'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement (et décret n° 2015-131 du 7 février 2015 pris pour son application)

- Décret n° 2015-316 du 19 mars 2015 modifiant les modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration dans la nationalité française ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage

- Décret n° 2015-614 du 4 juin 2015 relatif à la compétence du préfet pour statuer sur les demandes d'admission au séjour, au titre de l'asile, présentées par des étrangers placés en rétention administrative

- Loi n° 2015-925 du 29 juillet 2015 relative à la réforme du droit d'asile (et décret n° 2015-1166 du 21 septembre 2015 , décret n° 2015-1177 du 24 septembre 2015 , décret n° 2015-1298 du 16 octobre 2015, décret n° 2015-1329 du 21 octobre 2015 et décret n° 2015-1364 du 28 octobre 2015 pris pour son application)

g) Décentralisation (et déconcentration)

- Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (et décret n° 2015-1169 du 2 septembre 2015 pris pour son application)

- Ordonnance n° 2015-50 du 23 janvier 2015 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la métropole d'Aix-Marseille Provence

- Lois n° 2015-381 et n° 2015-382 du 3 avril 2015 et n° 2015-816 du 6 juillet 2015 relatives à la métropole de Lyon

- Loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire

- Loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle

- Loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (et Décret n° 2015-1352 du 26 octobre 2015 pris pour son application)

- Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration

- Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

- Décret n° 2015-1199 du 30 septembre 2015 modifiant les dispositions relatives au siège et au ressort des chambres régionales des comptes (et Ordonnance n° 2015-1318 du 22 octobre 2015)

- Décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris

Dans l'ordre international, on pourra enfin signaler la publication au JO des traités et accords suivants :

- Traité du 3 juin 2013 sur le **commerce des armes** (publié par Décret n° 2014-1763 du 31 décembre 2014)

- Accord du 14 novembre 2013 entre la France et les États-Unis en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en oeuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « **loi FATCA** ») (publié par Décret n° 2015-1 du 2 janvier 2015 - V. aussi décret n° 2015-907 du 23 juillet 2015 pris pour son application)

- Accord du 18 mars 2013 entre la France et la Belgique relatif à la **coopération transfrontalière** en matière policière et douanière (publié par Décret n° 2015-1297 du 15 octobre 2015)

- Protocole additionnel du 6 février 2015 à la Convention d'**entraide judiciaire en matière pénale** entre la France et le Maroc (publié par décret n° 2015-1308 du 19 octobre 2015)

La rédaction.

© LexisNexis SA

Copyright © 2015 LexisNexis. Tous droits réservés.